



MOTION DES PE REUNIS EN STAGE DE FORMATION SYNDICALE AVEC LE SNUDI-FO DE L'OISE

Compiègne – le 15 novembre 2024

Nous, les 26 PE réunis en formation syndicale ce vendredi 15 novembre 2024 à Compiègne, exprimons notre profonde opposition aux récentes annonces du Ministre Kasbarian, notamment sur la mise en place de trois jours de carence et une indemnisation réduite à 90 % du salaire. Ces dispositions constituent une double peine : en plus de la maladie, elles entraînent une perte injuste de revenus, à laquelle s'ajoute pour beaucoup d'entre nous le manque de médecins dans certaines zones.

Nous faisons face, au quotidien, à une absence critique de personnels dans tous les domaines : enseignants, infirmiers, assistants sociaux, AESH, administratifs... des postes restent vacants ou non remplacés, aggravant les conditions de travail, particulièrement depuis la mise en œuvre de l'Acte 2 de l'École Inclusive.

Dans ce contexte, les arrêts maladie devraient être requalifiés en accidents de travail, vu la dégradation des conditions de travail. Ce n'est pas l'absentéisme des personnels qui pose problème, comme le rappelle la Cour des Comptes, mais bien l'insuffisance de médecins de prévention, alors même que notre employeur a l'obligation de garantir cette protection.

Les élèves subissent également cette carence, avec une médecine scolaire pratiquement inexistante.

Nous demandons ainsi que le gouvernement Macron cesse de s'en prendre aux agents publics et écoute enfin les revendications maintes fois réitérées. Nos exigences principales incluent :

- Le retrait de la réforme des retraites ;
- La suppression des nouvelles mesures de Kasbarian ;
- L'abrogation du jour de carence pour maladie ;
- Une revalorisation de la valeur du point d'indice ;
- L'abandon des suppressions de postes prévues pour la rentrée 2025 ;
- La fin de l'Acte 2 de l'École Inclusive, avec l'arrêt des dispositifs PAS et PIAL ;
- Un véritable statut et une rémunération décente pour les AESH.

Le gouvernement choisit de faire porter le poids de ses économies sur les travailleurs, tout en maintenant des avantages fiscaux massifs pour le patronat. Cette situation est intolérable.

Face à cette politique d'austérité, nous nous préparons collectivement à la mobilisation pour obtenir satisfaction sur nos revendications, y compris par la grève si nécessaire, en organisant des assemblées générales.

Solidaires avec la grève des cheminots prévue le 21 novembre, nous appelons les personnels à se mobiliser par la grève dès le 11 décembre pour réclamer la fin des jours de carence, une hausse des salaires et l'arrêt des suppressions de postes, et à se réunir en AG pour discuter de la suite à donner à cette mobilisation.

Nous mandatons le SNUDI-FO de l'Oise pour diffuser cette motion à tous les personnels concernés dans le département.

Adoptée à l'unanimité

